

# Interview télévisée de M. Valéry Giscard d'Estaing, pendant la campagne électorale officielle pour l'élection présidentielle, sur les problèmes de société et de sécurité, Paris, vendredi 17 avril 1981

QUESTION.- Les Français semblent souvent inquiets, monsieur le Président et leur inquiétude porte, bien sûr, sur des domaines très différents. Il y a, je crois, une première inquiétude, quotidienne, qui touche à la sécurité physique des biens et des personnes face à ce que l'on appelle la "montée de la violence" et enfin, il y a, je crois, une inquiétude plus générale et peut-être plus diffuse sur la situation mondiale et le danger de guerre.

- Alors, comment pensez-vous pouvoir répondre à ces trois inquiétudes : estimez-vous y avoir déjà répondu ? Trois inquiétudes des Français bien sûr importantes, et d'abord comment pouvez-vous répondre à cette inquiétude sur l'emploi et sur l'avenir économique ?

- LE PRÉSIDENT.- Je comprends que les Français soient inquiets parce que nous vivons dans un monde qui est un monde de tensions et de violences et ils en reçoivent l'information, ils en voient les images tous les jours.

- Face à ces inquiétudes, quelle doit être la réponse ? Cela doit être la sécurité, et puisque vous avez parlé de trois sources d'inquiétude, j'entends y répondre par trois sécurités.

- Première inquiétude, celle de l'emploi : à la fois pour les jeunes qui se préoccupent de leur futur premier emploi, et en même temps pour des hommes et des femmes au travail qui sont inquiets pour la stabilité de leur emploi.

- Dès le début de ma campagne `campagne électorale`, j'ai placé l'emploi au-centre de mon engagement et j'ai dit : "J'en fais l'engagement central de ma campagne" parce que je comprenais cette inquiétude. Et ce que j'ai proposé c'est la création d'ici 1985 d'un nombre total d'emplois représentant un million d'emplois. J'ai d'ailleurs détaillé ce chiffre, j'ai indiqué, rubrique par rubrique, comment nous créerions ces emplois.

- Par exemple, pour le retour des travailleurs immigrés sur une base volontaire, mais avec une incitation, je considère que nous pouvons dégager 250000 emplois et pour la formation professionnelle des jeunes, nous pouvons former tous les ans 100000 jeunes de plus et en ce qui concerne les recrutements dans la Fonction publique, à-partir, là aussi, de retraites anticipées sur une base volontaire, nous pouvons recruter 50000 personnes de plus.

- J'ai indiqué chaque fois des objectifs détaillés et chiffrés que nous pouvons tenir.

QUESTION.- Cela, c'est votre réponse au problème de l'emploi ?

- LE PRÉSIDENT.- Aux problèmes des nouveaux emplois, c'est-à-dire de la création d'emplois, notamment pour les jeunes. Mais il y a aussi le problème de l'inquiétude pour la perte de son emploi. Et là, la réponse c'est le soutien de l'activité économique.

- Nous avons lancé un très grand emprunt avec l'Allemagne fédérale `RFA`. Nous avons annoncé des chiffres considérables, sans précédent, pour contribuer à l'équipement des entreprises françaises, grandes, moyennes et petites, de manière à les rendre plus concurrentielles, de manière à leur permettre de gagner de nouveaux marchés ou de soutenir la concurrence des autres, et ainsi de créer de nouveaux emplois.

- Donc à cette inquiétude, qui est une inquiétude sociale et économique, j'apporte deux réponses. Première réponse : un effort pour créer un million d'emplois d'ici 1985, et je le répète, ceci est détaillé et chiffré. ce n'est pas de la démagogie électorale.

comme de crime, ce n'est pas de la démagogie électorale.

- Deuxièmement : un effort d'équipement et de modernisation de nos entreprises pour pouvoir créer de nouveaux emplois.\

QUESTION.- Alors, seconde inquiétude, seconde préoccupation, je ne les ai pas classées dans un ordre préférentiel ou dans une hiérarchie, mais cela vient comme ça dans ces questions, est-ce que vous avez une réponse à cette peur qui s'exprime souvent, à cette insécurité dans la rue, et les journaux, actuellement, fourmillent de hold-up, d'attaques à main armée, etc ..?

- LE PRESIDENT.- J'ai à la fois un objectif et une réponse.

- L'objectif c'est que la France soit un pays dans lequel on puisse vivre en sécurité. Vous savez que c'est une tradition française. Nous avons été toujours parmi les pays du monde celui dans lequel la sécurité des personnes était le mieux assurée, et cela tient à notre tradition rurale en particulier.

- Or je sais qu'à l'heure actuelle il y a beaucoup de catégories qui ressentent physiquement cette insécurité. Je pense aux personnes âgées, par exemple, notamment lorsqu'elles sont isolées. Je pense aux femmes dans certains déplacements, le soir, dans les moyens de transport, et particulièrement les moyens de transport des grandes villes, métro et autres.

- Nous devons vivre dans un pays qui assure la sécurité de ses citoyens : c'est un des grands devoirs de l'Etat vis-à-vis des Françaises et des Français.\

`Réponse`

- A cet égard `sécurité`, que faut-il faire ? Il y a d'abord des moyens de prévention. Parmi les créations d'emplois des dernières années, les seules que nous ayons faites, par exemple pour 1981, ce sont les créations d'emplois dans la police et dans la gendarmerie, ce sont les seules. Et nous avons, je dois le dire, de bons services de police et de gendarmerie. Nous continuerons ces créations d'emplois, et surtout nous veillerons à ce qu'elles soient affectées aux zones dans lesquelles l'insécurité est la plus grande, avec l'idée de rapprocher les forces de sécurité de la population.

- Vous avez vu, par exemple, que nous avons spécialisé certaines organisations : dans le métro il y a maintenant une brigade spécialisée, et depuis, sans que la sécurité soit parfaite, le nombre d'agressions a diminué.

- Nous avons créé des brigades par quartiers de Paris qui circulent la nuit, et vous devez peut-être les rencontrer le soir quand vous quittez votre studio £ là aussi, cela permet de réduire la criminalité. Je crois qu'en banlieue nous devons faire un effort particulier. Donc il y a ces forces de prévention de la violence.

- Il y a aussi l'action de prévention, pour mettre fin à ce qui a créé cette société de violence, par exemple la construction de très grands ensembles £ cela a été à l'origine de la délinquance, et notamment de la délinquance de la jeunesse. Or j'ai arrêté, dès le début de mon septennat, ce type de construction et d'aménagement des grandes villes. Je souhaite que l'on ne retombe pas dans ces erreurs.

- Et enfin, nous devons avoir une justice efficace.\

QUESTION.- Monsieur le Président, vous pensez que c'est à l'Etat, et au Président de la République, d'assurer cette sécurité des biens et des personnes ?

- LE PRESIDENT.- Oui. Je considère que, dans les grandes missions de l'Etat, il y a la sécurité des biens et des personnes. Naturellement cela se fait en coopération avec les collectivités locales, pour certains aspects des choses. Mais, si vous prenez les fonctions de l'Etat depuis l'origine, cela a toujours été de protéger les populations, de les protéger vis-à-vis de l'intérieur, de les protéger vis-à-vis de l'extérieur.\

QUESTION.- Alors, l'extérieur on y vient. C'est la troisième préoccupation, la troisième inquiétude dont je vous faisais part tout à l'heure. Alors, le danger de guerre : il me semble là, que l'inquiétude des Français est peut-être moins précise, peut-être perçue d'une façon différente selon que l'on soit d'une génération ou d'une autre £ peut-être que les générations qui ont connu la guerre pensent que l'on ne peut pas revivre de tels moments, et que les générations nouvelles veulent, avant tout, penser et vivre en termes de paix. Est-ce que c'est votre sentiment, et pensez-vous qu'il y a tout de même, dans l'esprit des Français, l'impression qu'un jour on peut

risquer la guerre ?

- LE PRESIDENT.- Je peux vous dire que, sur ce sujet, les hommes politiques, et même peut-être les journalistes - je ne dis pas cela pour vous ! - se trompent et se sont trompés. Vous avez vu qu'au début de cette campagne `campagne électorale` on a cru habile de me faire reproche de mes efforts pour la paix, et certains de mes concurrents ont dénigré, dans des termes d'ailleurs tout à fait inacceptables, les efforts que j'ai accomplis pour la paix. Ils se sont lourdement trompés.

- Dans toutes les réunions que je fais, et qui sont très nombreuses, 20000 personnes hier soir à Marseille, je vois les réactions de l'auditoire, et ces réactions sont justement l'attachement à la paix.\

`Réponse`

- Vous avez deux groupes qui sont attachés à la paix, mais qui font le total de la population française. D'abord les personnes qui ont connu la guerre : ces personnes ne veulent plus que la France reconnaisse la guerre, ses dévastations, son occupation, son humiliation, c'est la génération à la fin de laquelle, si je puis dire, j'appartiens.

- Et puis, il y a la génération de la jeunesse, plus proche de vous, et cette génération, non plus, ne veut pas de la guerre, elle est attachée à la paix pour des raisons qui sont à la fois pratiques et idéologiques : elle considère qu'un monde qui sombrerait dans cette sorte de bêtise incommensurable de la destruction irait contre tous les efforts de progrès de l'humanité et toutes les lois de la vie.

- QUESTION.- Elle n'en veut pas, et elle n'y croit pas.

- LE PRESIDENT.- Elle n'en veut pas & elle a peut-être tort de ne pas y croire. Parce que nous sommes dans une situation particulière : nous n'avons pas de frontière avec des pays qui nous menacent, tous nos voisins sont des amis. L'hypothèse d'une guerre avec nos voisins est totalement exclue pour toujours.

- Par contre, il y a, plus loin dans le monde, des risques ou des menaces possibles, et il ne faut pas les oublier. Par exemple, nos voisins d'Allemagne fédérale `RFA` ressentent tout cela différemment de nous, à cause de leur situation géographique.\

`Réponse`

- Il y a des risques de conflits dans le monde, la preuve c'est qu'il y a des conflits. Le conflit du Proche-Orient qui n'est toujours pas réglé, avec ce feu sous la cendre que l'on voit tout à coup brûler à nouveau, comme au Liban ces derniers jours.

- Les situations en Asie : situation d'Afghanistan qui n'est pas réglée.

- Les tensions Est - Ouest & ces tensions qu'on peut décrire de la façon suivante : pendant quatre ans, j'ai eu à diriger la France avec une Amérique faible et, croyez-moi, j'en ressentais le danger et les conséquences. Maintenant, nous avons une situation inverse : nous avons une Amérique `Etats-Unis` qui veut rétablir sa puissance, mais alors en face d'elle, bien entendu, l'Union Soviétique `URSS` va être très attentive à cet effort américain de rétablissement de sa puissance, d'où risques de tension.

- Eh bien, la France doit travailler pour la paix, et il y a deux manières de servir la paix : la première c'est d'être forts, nous sommes forts parce que nous le sommes devenus, et nous avons actuellement une des armées et une des défenses les plus puissantes du monde, je le dis toujours : la troisième du monde, avec d'ailleurs des hommes - qui y servent - de très grande qualité. Je suis le chef des armées, et je peux vous dire que nos officiers, nos sous-officiers, nos soldats, sont de très bonne qualité & nous avons une des meilleures armées du monde. Donc, il faut une situation de puissance. Mais cette situation, il faut la mettre au service de la paix. Donc, mon objectif c'est que la France soit forte et qu'en même temps elle se batte pour la paix.\

QUESTION.- Alors, je voudrais faire une transition, monsieur le Président. Avec les vacances de Pâques, ou plutôt avec les fêtes de Pâques, car nous sommes le Vendredi Saint, je veux dire que ces fêtes ont, selon la sensibilité des uns ou des autres, un sens tout à fait différent : Pâques, cela peut avoir une signification tout à fait religieuse pour certains, ou pour d'autres une signification tout à fait concrète - quand on est dans les embouteillages, par exemple, pendant le

week-end qui est réputé pour des embouteillages très importants.

- Alors, pour vous que sont ces fêtes de Pâques ? Y associez-vous certaines valeurs morales et spirituelles, et au fond quelle est pour vous la place que peuvent avoir, dans une société où on les oublie vite et facilement, certaines valeurs morales ?

- LE PRESIDENT.- Pour moi, qui suis chrétien, les fêtes de Pâques, naturellement, c'est très important, je veux dire que cela a une grande signification, et d'ailleurs c'est la raison pour laquelle, tout à l'heure, après cette émission, j'interromprai mes activités de la campagne électorale jusqu'à lundi. Ce n'est pas pour prendre un repos, croyez-le, c'est simplement par respect pour la signification des fêtes de Pâques. Mais ceci c'est un point de vue personnel.

- Je suis, j'ai été, Président de la République d'un Etat dans lequel il y a plusieurs croyances spirituelles. Naturellement la croyance catholique est la plus nombreuse en France, mais il y en a d'autres. Il y a la croyance protestante qui est très vive, et qui a d'ailleurs fourni à la France beaucoup d'hommes et de femmes de qualité. Il y a d'autres communautés religieuses : la communauté juive, et il y a aussi maintenant la communauté musulmane du fait de la présence parmi nous des Français musulmans.

- Je crois que toutes ces spiritualités enrichissent la France, et je souhaite que ce week-end de Pâques soit, pour les uns et pour les autres, l'occasion d'un certain retour vers leurs croyances et, lorsqu'ils l'éprouvent, vers leur foi. Parce que, dans le monde où nous vivons, nous avons besoin de structures spirituelles fortes. Nous avons d'ailleurs un -cadre pour cette structure spirituelle : c'est la famille, parce qu'en France - Pâques va être en partie une fête de famille, moins que Noël, mais enfin c'est une fête de famille - c'est au-sein du foyer, au-sein de la famille que les traditions de toute -nature, que les croyances de toute -nature, trouvent leur épanouissement, et c'est pourquoi, je vous le rappelle, je vais respecter, pas seulement dans la forme, mais en profondeur, la trêve pascale.\

QUESTION.- On a souvent l'impression, tout de même, que ce monde moderne est un monde de masse, alors la famille ce n'est pas la masse, mais c'est tout de même déjà un nombre. Les trois grandes agglomérations urbaines, la population du monde qui s'accroît massivement, en particulier dans les pays sous-développés, le poids de l'Etat et de l'Administration dans la vie quotidienne, la nécessité d'accepter certaines contraintes de la vie collective, ne serait-ce que l'école, même peut-être pour certains la famille, les transports urbains, etc. Tout cela nous donne parfois l'impression, et peut-être plus particulièrement à la jeunesse, que l'on oublie l'individu, que l'individu n'existe plus dans une société très organisée.

- Quel est le rôle de l'individu dans un pays comme la France, et dans une démocratie ?

- LE PRESIDENT.- Je crois d'abord qu'il faut sortir de la civilisation de masse. Il faut en sortir, non pas en revenant en arrière, il faut en sortir en progressant, en allant vers l'avant, c'est-à-dire vers une société où l'individu aura des droits, un rôle, une sphère de liberté plus grande.

- Je peux vous dire que le dernier discours de ma campagne `campagne électorale`, celui que je ferai à Lyon jeudi soir, sera très largement centré sur ce sujet parce que je veux terminer par là : le refus de la civilisation de masse, la préférence pour la civilisation de l'individu. C'est d'ailleurs la croyance de toute ma vie publique, c'est ce que j'ai fait depuis toujours.\

`Réponse`

- Quelques indications : quand j'ai été élu, je vous le rappelais tout à l'heure, j'ai arrêté la construction des grands ensembles, parce que les grands ensembles vont contre cette préférence pour la vie individuelle et impose la vie de masse à des gens qui ne le voudraient pas. Or, toute la machine administrative, technique, préférerait les grands ensembles parce que c'est plus facile pour une municipalité, ou d'ailleurs pour une entreprise, de construire des ensembles géants que d'aller construire des maisons individuelles.

- Eh bien, sachez que, pendant mon septennat, on a construit 1840000 maisons individuelles - ce qu'on avait jamais fait en France pendant les périodes d'abondance et de facilité - pour aller dans le sens de la préférence des Français pour la vie individuelle.

- Deuxième idée que j'ai, qui rejoint celle-ci, c'est ce que j'appelle "rendre les Français propriétaires de la France", parce que, dans l'idée que l'on est un individu, il y a l'idée que l'on doit avoir quelque chose à soi : d'abord pour se protéger contre les aléas de la vie. contre les

... car avec quelques crises à venir, il faudra peut-être protéger certains des droits de la vie, certains des incertitudes, et aussi parce qu'on n'est complètement quelqu'un que si l'on possède une petite partie du monde, d'où mon idée de rendre les Français propriétaires individuels de la France. Et je peux vous dire que c'est une idée qui a de grands échos dans les différentes tendances de notre population.\

QUESTION.- Pour vous, monsieur le Président, l'individualité n'est pas contraire au progrès, il n'y a pas d'impossibilité d'associer le progrès et l'individu ? LE PRESIDENT.- Absolument pas, c'est tout le contraire. Il faut, naturellement, que la structure de la société intègre les efforts, les initiatives, les capacités de l'individu, mais il n'y a pas de toute contradiction. D'ailleurs, vous n'avez qu'à voir l'échec des civilisations de masse. Regardez le niveau de vie des civilisations de masse, et regardez l'échec pathétique de la Pologne qui avait choisi un type d'organisation économique et sociale de masse : on voit où cela l'a conduite. Et enfin, cette préférence donnée à l'individu, cela veut dire qu'il faut que la vie locale, la vie associative - personne n'a parlé d'associations dans la campagne `campagne électorale` - soit beaucoup plus intense. J'ai toujours été favorable à l'activité des associations : quand j'étais maire dans ma commune du Puy-de-Dôme, je les avais beaucoup encouragées. Ce qui fait que l'individu a, autour de lui, des actions qu'il peut entreprendre, mais sur la base de son initiative et de sa liberté.

- QUESTION.- Alors, il faut organiser l'individualité, c'est ce que vous venez de dire, parce qu'on ne peut pas vivre tout seul ?

- LE PRESIDENT.- Non. Il faut coordonner, il ne faut pas l'organiser, si on l'organise, on la supprime. Il faut la coordonner, c'est-à-dire que tout ceci s'oriente dans un même sens qui est la vie et le progrès de la société.\

QUESTION.- Il y a une raison à cela. Puisque vous voulez sauvegarder la liberté individuelle, la liberté tout court, est-ce que, par exemple, vous avez peur que la multiplication de ces masses ou de ces vies trop collectives soient des freins ou des contraintes ?

- LE PRESIDENT.- L'évolution de la société de consommation, que je n'ai jamais aimée - vous pouvez lire tous mes discours, je n'ai jamais défendu la société de consommation - avait réduit à l'excès les libertés des Français. Les Français ont souffert de cette insuffisance de liberté. Il faut au contraire épanouir la liberté individuelle des Français : liberté individuelle et, en même temps, liberté tout court parce que nous sommes le pays qui a inventé la liberté politique dans le monde.

- La Révolution de 89 `1789`, ce n'est pas une révolution sociale, c'était une révolution politique au nom de la liberté, et pendant les sept années où j'ai eu le très grand honneur d'être Président de la République française, j'ai maintenu intégralement les libertés : chacun s'est exprimé largement, et parfois même au-delà de ce qui était acceptable - je pense aux critiques vis-à-vis du Président de la République - mais c'était l'illustration que j'avais maintenu la France comme un pays de liberté.

- Eh bien, je l'ai maintenue pendant sept ans, et si je suis réélu je maintiendrai pendant sept ans la France comme pays de liberté. Regardez le monde. Vous êtes journaliste, vous publiez des informations, regardez les appels angoissés des peuples pour connaître la liberté, regardez le nombre de dissidents qui viennent nous dire "Aidez-nous, aidez-nous à reconquérir notre liberté, à nous déplacer, à aller ailleurs". Regardez, par exemple, la situation du peuple polonais.\

`Réponse`

- Eh bien, la liberté c'est un des grands trésors de la France. C'est un trésor qui est une des données de notre vie fondamentale de tous les jours, et c'est pourquoi je maintiendrai la liberté en France.

- QUESTION.- Vous pensez que la France est un exemple en ce domaine, aujourd'hui simplement, sur des choses très concrètes ?

- LE PRESIDENT.- Oui c'est un exemple. Regardez la campagne électorale. Connaissez-vous un chef d'Etat qui se rend dans les studios de la radio pour aller discuter avec un journaliste, au demeurant fort sympathique, sur une base complètement égalitaire ?

- QUESTION.- Vous l'avez souhaité ce style de campagne ?

- LE PRESIDENT.- Je l'ai souhaité. Parce que je trouve que la France, qui a inventé la République française, doit être un modèle, en réalité, de vie démocratique, et je le fais très volontiers. Ne

croyez pas du tout que ce soit un effort que je m'impose, mais enfin la France, c'est un modèle de liberté et de démocratie.

- Nous voilà maintenant dans les jours de Pâques, et je souhaite que ces jours de Pâques soient pour les Français l'occasion de se retrouver entre eux, avec leur famille, avec leurs amis & que ce soit naturellement l'occasion de réfléchir sur la France - je ne vais pas exploiter leurs sentiments à l'occasion de ces fêtes de Pâques - mais l'occasion de réfléchir sur la manière de faire que la France apparaisse comme un pays de liberté, comme un pays de justice - parce qu'il faut aussi penser à la fraternité de Pâques - et comme un pays de progrès.\